

Les syndicats vent debout contre la possibilité pour les élèves de...

6-7 minutes

"L'École est un lieu d'éducation et d'apprentissage et non un service à la carte ou une garderie", estime le 15 décembre 2020 le syndicat enseignant SE-Unsa. Il réagit à l'annonce du Premier ministre permettant aux enfants ne pas aller à l'école jeudi et vendredi, dans l'optique d'un auto-reconfinement à l'approche des fêtes de Noël. Le SNPDEN-Unsa dénonce "ces changements de cap tardifs [...] qui déstabilisent de nouveau un système éducatif déjà bien à la peine, faute de pragmatisme et d'anticipation". Le Snes-FSU, la CGT et le Sgen-CFDT critiquent également cette décision.



La possibilité, annoncée par Jean Castex ce mardi 15 décembre 2020, de pouvoir manquer deux jours de classe

jeudi et vendredi afin de limiter les risques de transmission du virus pendant les fêtes de Noël ([lire sur AEF info](#)) a suscité de nombreuses réactions syndicales.

Le **MEN** précise que tous les élèves seront scolarisés jusqu'au 18 décembre mais que "pour tenir compte de l'avis du Conseil scientifique, les absences de ceux qui voudraient se confiner 7 jours avant de retrouver leur famille seront tolérées". Ces absences devront être signalées par avance à l'établissement. "Nous n'incitons pas à ne pas aller à l'école", a souligné Jean-Michel Blanquer.

Le **SNPDEN-Unsa** dénonce "ces changements de cap tardifs, pris sans concertation avec le terrain ni études d'impact, et qui déstabilisent de nouveau un système éducatif déjà bien à la peine, faute de pragmatisme et d'anticipation".

"On ne peut que s'étonner que les autorités scientifiques s'aperçoivent hier que Noël tombe cette année encore un 25 décembre et, alors que le calendrier scolaire est connu de tous, choisissent un tel moment pour communiquer cet avis", remarque le syndicat. "Une fois de plus, c'est faire fi des diverses contraintes organisationnelles des établissements et imposer au personnel de direction de nouvelles charges de travail", estime le premier syndicat des chefs d'établissement.

Pour le **Snes-FSU**, "cette décision est le symbole de la façon dont tout cela est géré dans l'Éducation nationale, entre contradictions et improvisation permanente", a déclaré la secrétaire générale adjointe Sophie Vénéitay sur BFMTV.

De son côté, le **SE-Unsa** rappelle que "l'École est un lieu d'éducation et d'apprentissage et non un service à la carte ou une garderie".

"Soit des mesures de confinement étaient nécessaires compte

tenu de la progression de l'épidémie à quelques jours des fêtes de fin d'année et, alors, il fallait les prendre, les expliquer et les annoncer en temps et en heure, soit la situation n'imposait pas de modifications des décisions prises en fin de semaine dernière et il ne fallait pas semer le doute et la désorganisation."

La CGT **Educ'action** dénonce également "ce mode de communication qui nie tout dialogue social au sein du ministère de l'Éducation nationale, mais aussi qui est une nouvelle marque d'irrespect à l'égard des personnels qui ont déjà préparé leurs séquences de travail ou mis en place localement des 'festivités' pour les élèves les plus jeunes".

Le syndicat juge cette mesure "inégalitaire" puisqu'elle "permet à certains élèves de s'isoler mais pas aux enfants dont les parents n'ont pas d'autre choix que de travailler". "Si le gouvernement considère comme important d'éviter le brassage des élèves, il avait le choix d'allonger les vacances, mais pour cela il aurait alors fallu l'anticiper et ajouter exceptionnellement deux jours de congés payés."

Le Sgen-CFDT regrette que cette décision n'ait "pas fait l'objet de concertation et les personnels se retrouvent à gérer ça à la dernière minute". "Il est grand temps de préciser comment le gouvernement veut articuler les principes de gestion de la crise", estime la secrétaire générale du syndicat Catherine Nave-Bekhti.

Le syndicat déplore cette "nouvelle mise en tension" des personnels, avec une "impossibilité d'informer correctement les personnels, les élèves, les parents, ni de préparer pédagogiquement quoique ce soit".

Le Snalc considère que la méthode du gouvernement "n'a

probablement pas grand sens" et qu'elle "n'est pas très respectueuse vis-à-vis du personnel de l'Éducation nationale".

qu'en pense la fcpe ?

"L'école n'est pas à la carte", écrit le co-président de la [FCPE](#) Rodrigo Arenas sur Twitter. "Ce n'est pas aux parents de décider si les enfants doivent ou non se rendre à l'école. C'est à un médecin de dire si un enfant doit s'affranchir de cette obligation, pour des raisons de santé publique et non pour des raisons de convenance".

Dépêche n° 641972



3 min de lecture

Par [Cécile Olivier](#) Publiée le 15/12/2020 à 17h45

SNPDENSyndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale

MENministre de l'Éducation nationale

SNPDENSyndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale

Snes-FSUSyndicat national des enseignements de second degré - Fédération syndicale unitaire

SE-UnsaSyndicat des enseignants - Union nationale des syndicats autonomes

CGTConfédération générale du travail

Sgen-CFDTSyndicat général de l'Éducation nationale - Confédération française démocratique du travail

SnalcSyndicat national des lycées et collèges

FCPEFédération des conseils de parents d'élèves